ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et par le Ministre de l'Emploi et du Travail, chargé de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes, le 28 octobre 1993, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections", a donné le 17 novembre 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 oktober 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken en door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "ter bevordering van een evenwichtige verdeling van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen", heeft op 17 november 1993 op het volgend advies gegeven :

Observations générales.

1. Le projet tend à modifier les diverses législations électorales à l'effet de limiter à deux tiers des candidatures qui peuvent être présentées comme formant une même liste la présence de personnes du même sexe (1).

En vertu de l'article 116, § 5, alinéa 5, du Code électoral, aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats aux mandats effectifs de représentant ou de sénateur supérieur à celui des membres à élire; il doit être présenté en même temps que ceux-ci des candidats suppléants, conformément à l'article 117 (2).

Aux termes du nouvel article 117bis que l'article 2 du projet a pour objet d'insérer dans le Code électoral, le

---

(1) Afin de faciliter la lecture de l'avis, les développements qui suivent se réfèrent exclusivement au Code électoral, étant cependant entendu qu'ils peuvent, mutatis mutandis, être transposés aux élections, autres que législatives, visées par le projet.

(2) Son alinéa 2 prévoit que le nombre de ces candidats suppléants ne peut excéder le double de celui des candidats aux mandats effectifs présentés dans le même acte, ni excéder le maximum de six; trois candidats suppléants au moins doivent toutefois être présentés.

nombre des candidats du même sexe parmi les candidats titulaires et suppléants formant une même liste ne pourrait excéder les deux tiers de la somme des nombres maximaux de candidats titulaires et suppléants que peut comporter la liste en vertu, respectivement, des articles 116, § 5, alinéa 5, et 117, alinéa 2, précités.

La sanction de cette obligation ferait l'objet d'un article 119quinquies, dont l'article 3 du projet prévoit l'insertion dans le Code électoral.

En son état actuel, cette législation charge le bureau principal de collège ou de circonscription de radier ou d'écarter, dans le cadre de l'arrêt provisoire des listes, certains candidats qui ne satisfont pas aux conditions légales (1).

---

(1) Voir les articles 118, alinéa 5, 119bis, 119ter et 119quater du Code électoral.

Ainsi qu’il ressort de l’article 123 du Code

électoral (1), il doit également écarter les actes de

---

(1) "Les déposants des listes admises ou écartées, ou à leur défaut, l'un des candidats qui y figurent, peuvent, le dix-septième jour avant le scrutin, entre 14 et 16 heures, au lieu indiqué pour la remise des actes de présentation, remettre au président (du bureau principal d'arrondissement), qui en donne récépissé, un mémoire contestant les irrégularités retenues lors de l'arrêt provisoire de la liste des candidats ou invoquées le lendemain de cet arrêt. Si l'irrégularité en cause est l'inéligibilité d'un candidat, un mémoire peut être déposé dans les mêmes conditions.

Les cas échéant, les personnes visées à l'alinéa précédent peuvent déposer un acte rectificatif ou complémentaire.

L'acte rectificatif ou complémentaire n'est recevable que dans le cas où un acte de présentation ou bien un ou plusieurs candidats, qui figurent sur un de ces actes, ont été écartés pour l'un des motifs suivants :

1° absence du nombre requis de signatures régulières d'électeurs présentants;

2° nombre trop élevé de candidats titulaires ou suppléants;

2°bis absence ou insuffisance de candidats à la suppléance;

3° défaut d'acceptation régulière;

4° absence ou insuffisance de mentions relatives aux nom, prénoms, date de naissance, profession, - ré-sidence principale - des candidats ou des électeurs autorisés à déposer l'acte;

5° l'inobservation des règles concernant le classement des candidats ou la disposition de leurs noms.

présentation qui ne satisfont pas aux exigences légales.

(1) Dans l'hypothèse où le nombre de candidats du même sexe excéderait le maximum de deux tiers établi par l'article 117bis nouveau, la liste devrait également être écartée, conformément à l'article 3 du projet.

Toutefois, un acte rectificatif ou complémentaire pourrait, en vertu de l'article 4 du projet, être déposé; eu égard à la nature particulière du vice affectant l'acte initial de présentation, l'acte serait en tout cas rectificatif, en ce sens que certains des candidats initialement présentés devraient, par une déclaration écrite, retirer leur acte d'acceptation, afin que le nombre restant de candidats du même sexe sur la liste cesse d'excéder le plafond imposé; l'acte pourrait en outre être complémentaire, dans la mesure où il pourrait aussi comporter la présentation, en remplacement, de nouveaux candidats de l'autre sexe, moyennant acceptation écrite de leur part; de nouvelles présentations de ce genre ne pourraient cependant

---

(1) (suite de la note (1) de la page précédente) :

Sauf dans le cas prévu au 2°bis de l'alinéa précédent, l'acte rectificatif ou complémentaire ne peut comprendre le nom d'aucun candidat nouveau. Il ne peut en tout état de cause modifier l'ordre de présentation adopté dans l'acte écarté.

La réduction du nombre trop élevé de candidats titulaires ou suppléants ne peut résulter que d'une déclaration écrite, par laquelle un candidat retire son acte d'acceptation.

Les nouveaux candidats proposés à la suppléance conformément à l'alinéa 3, 2°bis, doivent accepter par une déclaration écrite la candidature qui leur est offerte.

Les signatures valables des électeurs et des candidats acceptants, ainsi que les énonciations régulières de l'acte écarté restent acquises, si l'acte rectificatif ou complémentaire est accepté".

avoir pour effet de modifier l'ordre de présentation adopté dans l'acte initial, provisoirement écarté.

2. Le projet, ainsi présenté, diffère de celui précédemment soumis à l'avis de la section de législation, sous la référence L. 22.066/2. Cet avis est joint en annexe.

D'une part, la règle de fond imposée par le présent projet est moins contraignante que celle préconisée dans le précédent projet, dans la mesure où celui-ci exigeait également que le maximum de deux tiers ne soit pas dépassé au sein de l'ensemble formé par les premières places de candidat effectif, à concurrence du nombre de sièges obtenus par la liste lors de la précédente élection, la première place de candidat effectif suivant immédiatement celles-ci et la place de premier candidat suppléant.

D'autre part, les sanctions attachées par le précédent projet à la violation des règles imposant la répartition équilibrée des candidats des deux sexes consistaient dans le retrait de certains avantages financiers (1) et dans le refus de la faculté de faire usage d'un numéro d'ordre commun à plusieurs listes affiliées à cette fin.

Tout autre est la sanction ici envisagée, qui ne porte pas sur des avantages somme toute accessoires par rapport au droit de se porter candidat, mais atteindrait au

---

(1) à savoir l'octroi du tarif postal réduit pour l'expédition de la propagande électorale et la partie de la dotation à charge du Parlement correspondant à dix francs par vote valable exprimé lors des précédentes élections en faveur du parti concerné.

contraire l'exercice même de ce droit, le respect de la règle de fond conditionne la recevabilité de l'acte de candidature lui-même.

Le but poursuivi par le projet de loi est louable en tant qu'il vise à instaurer une juste répartition entre les hommes et les femmes sur les listes électorales.

Toutefois, la sanction prévue dans les articles 4, 7, 10, 13, 18 et 20 du projet peut conduire à supprimer le droit de se porter candidat et le droit d'être élu, lorsque les listes électorales ne respectent pas les proportions fixées par le projet. La condition ainsi imposée à l'exercice du droit d'éligibilité n'est pas conforme aux règles constitutionnelles en vigueur.

En conséquence, le Gouvernement doit remplacer une telle sanction par une autre sanction qui respecterait la proportion requise entre le but poursuivi et les moyens utilisés. Il y a lieu de s'inspirer à cet effet de l'avis L. 22.066/2 précité.

Une autre solution visant à écarter les objections que soulève le présent projet serait de procéder à la révision de la Constitution afin d'inscrire, de manière expresse, le principe d'une représentation équilibrée des hommes et des femmes sur les listes électorales (1).

---

(1) Dans cette hypothèse, les mesures d'exécution devront tenir compte de la répartition des compétences; en conséquence, les dispositions relatives aux élections régionales devront être modifiées par une loi votée à la majorité spéciale.

Algemene opmerkingen.

1. Het ontwerp strekt ertoe de verschillende kieswetgevingen te wijzigen om de vertegenwoordiging van personen van hetzelfde geslacht te beperken tot twee derde van de kandidaturen die kunnen worden voorgedragen voor een zelfde lijst (1).

Krachtens artikel 116, § 5, vijfde lid, van het Kieswetboek, mogen op een zelfde lijst niet meer kandidaten voor het mandaat van volksvertegenwoordiger of senator voorkomen dan er leden te kiezen zijn; tegelijkertijd met dezen moeten kandidaat-opvolgers worden voorgedragen, overeenkomstig artikel 117 (2).

Luidens het nieuwe artikel 117bis dat bij artikel 2 van het ontwerp in het Kieswetboek wordt ingevoegd, mag het aantal kandidaten van hetzelfde geslacht onder de kandidaat-titularissen en de kandidaat-opvolgers die een zelfde lijst vormen, niet meer bedragen dan twee derde van de som van het maximum aantal kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers die op de lijst mogen staan, respectievelijk krachtens de genoemde artikelen 116, § 5, vijfde lid, en 117, tweede lid.

---

(1) Om het advies leesbaarder te maken verwijzen de hiernavolgende beschouwingen uitsluitend naar het Kieswetboek, waarbij weliswaar dient te worden verstaan dat zij mutatis mutandis naar de andere dan de wetgevende verkiezingen, waarnaar in het ontwerp wordt verwezen, kunnen worden omgezet.

(2) Het tweede lid ervan bepaalt dat het aantal van deze kandidaat-opvolgers niet hoger mag zijn dan tweemaal het aantal kandidaat-titularissen die in dezelfde akte worden voorgedragen, en niet meer dan zes mag bedragen. Wel moeten ten minste drie kandidaat-opvolgers worden voorgedragen.

De sanctie op die verplichting wordt bepaald in een artikel 119quinquies, waarvan artikel 3 van het ontwerp de invoeging in het Kieswetboek in uitzicht stelt.

In haar huidige stand belast deze wetgeving het collegehoofdbureau of het hoofdbureau van de kieskring ermee bepaalde kandidaten die niet aan de wettelijke vereisten voldoen te schrappen of af te wijzen bij het voorlopig afsluiten van de lijsten (1).

Zoals blijkt uit artikel 123 van het Kieswetboek (2), moet het eveneens de voordrachtsakten die niet

---

(1) Zie de artikelen 118, vijfde lid, 119bis, 119ter en 119quater van het Kieswetboek.

(2) "Zij die de aanvaarde of afgewezen lijsten hebben ingeleverd, of, bij hun ontstentenis, een van de erop voorkomende kandidaten, kunnen de zeventiende dag vóór de stemming, tussen 14 en 16 uur, op de plaats aangewezen voor het inleveren van de voordrachten, bij de voorzitter (van het arrondissementshoofdbureau), tegen ontvangstbewijs een memorie indienen tot betwisting van de onregelmatigheden waarmee bij het voorlopig afsluiten van de kandidatenlijst rekening is gehouden of die de dag na die afsluiting ingeroepen zijn. Wanneer de onregelmatigheid gelegen is in onverkiesbaarheid van een kandidaat, kan een memorie worden ingediend met inachtneming van dezelfde regels.

De in het vorige lid bedoelde personen kunnen in voorkomend geval een verbeterings- of aanvullingsakte indienen.

De verbeterings- of aanvullingsakte is alleen dan ontvankelijk wanneer de voordracht ofwel een of meer op de voordracht voorkomende kandidaten zijn om een van de volgende redenen :

(1) vervolg van de voetnoot (1) van vorige bladzijde :

aan de wettelijke vereisten voldoen, afwijzen.

Wanneer het aantal kandidaten van hetzelfde geslacht het maximum van twee derde vastgesteld bij het

---

1° gemis van het vereiste aantal regelmatige handtekeningen van voordragende kiezers;

2° te groot aantal kandidaat-titularissen of kandidaat-opvolgers;

2°bis geen of onvoldoende kandidaat-opvolgers;

3° gemis van regelmatige bewilliging;

4° geen of onvoldoende vermelding van de naam, de voornamen, de geboortedatum, het beroep, de hoofdverblijfplaats van de kandidaten of van de tot inlevering van de akte gemachtigde kiezers;

5° niet-nakoming van de regels omtrent de rangschikking van de kandidaten of de schikking van hun namen.

Behalve in het geval bedoeld onder 2°bis van het voorgaande lid, mag de verbeterings- of aanvullingsakte geen naam van een nieuwe kandidaat bevatten. Zij mag in geen geval de in de afgewezen akte aangenomen volgorde van voordracht wijzigen.

Vermindering van een te groot aantal kandidaat-titularissen of -opvolgers is slechts mogelijk wanneer uit een schriftelijke verklaring van een kandidaat blijkt dat hij zijn bewilligingsakte intrekt.

De nieuwe kandidaten die voor de opvolging worden voorgedragen overeenkomstig het derde lid, 2°, moeten de hun aangeboden kandidatuur in een schriftelijke verklaring bewilligen.

De geldige handtekeningen van de voordragende kiezers en van de bewilligende kandidaten, alsmede de regelmatige vermeldingen in de afgewezen voordracht, blijven van kracht, indien de verbeterings- of aanvullingshandeling aanvaard wordt".

nieuwe artikel 117bis overschrijdt, moet de lijst eveneens worden afgewezen, overeenkomstig artikel 3 van het ontwerp.

Er mag echter een verbeterings- of aanvullingsakte worden ingediend, krachtens artikel 4 van het ontwerp; gelet op de bijzondere aard van het gebrek dat de oorspronkelijke voordrachtsakte vertoont, zou de akte sowieso een verbeteringsakte zijn, in die zin dat sommige aanvankelijk voorgedragen kandidaten hun bewilligingsakte in een geschreven verklaring zouden moeten intrekken zodat het aantal van de overige kandidaten van hetzelfde geslacht op de lijst niet meer hoger is dan het opgelegde maximum; de akte zou bovendien aanvullend kunnen zijn aangezien ze ook de voordracht, ter vervanging, van nieuwe kandidaten van het andere geslacht kan bevatten, indien zij deze schriftelijk bewilligd hebben; nieuwe voordrachten van die aard kunnen in geen geval de volgorde wijzigen van de voordracht die aangenomen is in de voorlopig afgewezen oorspronkelijke akte.

2. Het aldus voorgestelde ontwerp verschilt van het ontwerp dat eerder om advies aan de afdeling wetgeving is voorgelegd onder kenmerk L. 22.066/2; dat advies is als bijlage opgenomen.

Enerzijds is het basisvoorschrift opgelegd door het onderhavige ontwerp minder dwingend dat dat wat in het vorige ontwerp werd voorgestaan, in zoverre dat ontwerp ook eiste dat het maximum van twee derde niet zou worden overschreden binnen het geheel gevormd door de eerste plaatsen van kandidaat-titularis, ten belope van het aantal zetels verkregen per lijst bij de vorige verkiezing, de

eerste plaats van kandidaat-titularis die onmiddellijk op deze plaatsen volgt en de plaats van de eerste kandidaat-opvolger.

Anderzijds bestonden de sancties die door het vorige ontwerp werden verbonden aan de schending van de regels die de evenwichtige verdeling van de kandidaten van de twee geslachten oplegde, in het intrekken van bepaalde financiële voordelen (1) en in de afwijzing van de mogelijkheid om gebruik te maken van een gemeenschappelijk volgnummer op verscheidene lijsten die daartoe zijn verenigd.

De sanctie waaraan hier wordt gedacht is geheel anders. Zij heeft geen betrekking op voordelen die eigenlijk bijkomstig zijn ten opzichte van het recht om zich kandidaat te stellen, maar heeft daarentegen betrekking op de uitoefening zelf van dit recht; de inachtneming van het basisvoorschrift regelt de ontvankelijkheid van de akte van kandidaatstelling zelf.

Het door het wetsontwerp nagestreefde doel is prijzenswaardig in zoverre het de invoering beoogt van een billijke verdeling tussen mannen en vrouwen op de kiezerslijsten.

De sanctie bepaald in de artikelen 4, 7, 10, 13, 18 en 20 van het ontwerp kan echter leiden tot de opheffing van het recht om zich kandidaat te stellen en het recht om

---

(1) namelijk het verminderd posttarief voor het versturen van verkiezingspropaganda en het gedeelte van de dotatie ten laste van het Parlement dat 10 frank bedraagt per geldige stem uitgebracht bij de vorige verkiezingen ten gunste van de betrokken partij.

verkozen te worden, wanneer de kiezerslijsten de in het ontwerp vastgestelde verhoudingen niet in acht nemen. De voorwaarde die aldus wordt gesteld voor de uitoefening van het recht om verkozen te worden is niet conform de geldende grondwettelijke voorschriften.

De Regering dient bijgevolg zulk een sanctie te vervangen door een andere sanctie waarbij de vereiste verhouding tussen het nagestreefde doel en de gebruikte middelen in acht wordt genomen. Daartoe dient te worden aangeknoopt bij het genoemde advies L. 22.066/2.

Een andere oplossing om tegemoet te komen aan de bezwaren waartoe dit ontwerp aanleiding geeft, bestaat in de herziening van de Grondwet om er uitdrukkelijk het beginsel van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen op de kiezerslijsten in op te nemen (1).

---

(1) In dat geval moeten de uitvoeringsmaatregelen rekening houden met de verdeling van de bevoegdheden; de bepalingen met betrekking tot de regionale verkiezingen moeten dienovereenkomstig worden gewijzigd bij een wet gestemd met een bijzondere meerderheid.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET , adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. J.-J. STRYCKMANS.